

Parfum de paralysie en Communauté française

- Olivier Maingain (Défi) a présenté ses exigences pour intégrer la majorité en Communauté française.
- Certaines d'entre elles paraissent imbuables pour le MR et le CDH. L'institution est au bord de la paralysie.
- Elio Di Rupo, qui sort un livre, entend garder les rênes du PS jusqu'en 2019.

“S’il bloque tout, comme c’est le cas pour le moment, Olivier Maingain risque de donner des arguments de fait et de droit aux fossoyeurs de la Fédération Wallonie-Bruxelles.”

Christine Defraigne (MR)

Analyse Antoine Clevers

Si ce n'est pas une fin de non-recevoir, cela y ressemble drôlement. Le président du CDH, Benoît Lutgen, est parvenu à former une majorité avec le MR en Wallonie, aux dépens d'un PS jugé infréquentable. Il espère toujours réaliser le même coup à Bruxelles et en Communauté française (ou Fédération Wallonie-Bruxelles) en y associant aussi Défi, incontournable numériquement. Mais la perspective s'éloigne de plus en plus. Presque inexorablement.

Le président du parti amarante, Olivier Maingain, avait promis de formuler une proposition pour la Communauté française à son retour de vacances. C'est chose faite. Et c'est même une liste de 80 propositions visant “à préserver l'institution et ses compétences” qu'il a présentée lundi après-midi. Le matin même, sur “La Première”, il plaidait aussi, comme pressenti, en faveur d’*“une union des francophones”*, c'est-à-dire pour un gouvernement réunissant les majorités wallonne (MR-CDH) et bruxelloise (PS-Défi-CDH).

Il y a ajouté une série de conditions. Parmi elles : que le MR rompe ses majorités à la Ville de Bruxelles et en province de Liège avec le PS, “là où les scandales (éthiques) sont nés”; et que le MR et le CDH adhèrent à l'accord sur la gouvernance conclu en juillet entre Ecolo et Défi.

Que faut-il en conclure ?

⌊ Des exigences irrecevables pour le MR et le CDH.

Une dont on ne parle même plus, c'est la Région bruxelloise. Il est acquis que Défi n'a aucune intention de modifier le gouvernement régional actuel (PS, Défi, CDH, Open VLD, SP.A, CD&V). Au CDH et au MR, d'ailleurs, il n'y a plus grand monde pour penser le contraire.

En ce qui concerne la Communauté française, les exigences d'Olivier Maingain semblent irrecevables pour le MR et le CDH. Le président des libéraux, Olivier Chastel, avait été très clair la semaine passée : hors de question pour lui de former un gou-

vernement bruxellois ou francophone avec le PS jusqu'aux élections de 2019. On peut oublier "l'union des francophones". Ensuite, le MR ne lâchera jamais le PS, ni à la Ville de Bruxelles, ni à la province de Liège – et de toute façon, un changement de majorité provinciale n'est légalement plus possible après le 30 juin de l'année qui précède les élections (en 2018), comme l'a rappelé lundi la RIBF.

Enfin, l'accord Ecolo-Défi sur la gouvernance contient des éléments inacceptables pour le MR et le CDH. Dont le décumul intégral entre les fonctions de député et de bourgmestre (ou échevin).

2 Le CDH est pris à son propre piège

Au CDH, certains veulent encore croire qu'un changement de majorité est possible. "Il reste un doute." Celui qui consiste à croire qu'Olivier Maingain cherche à montrer au PS qu'il a tout fait pour le sauver, avant de finalement renoncer. Mais l'espoir humaniste paraît bien ténu.

En fait, le CDH est pris à son propre piège, et cela, le patron de Défi l'a bien compris.

Benoît Lutgen avait appelé le 19 juin à mettre les socialistes dans l'opposition. L'accumulation des scandales éthiques avait rendu le PS infréquentable, selon les humanistes. Problème – et il est de taille : deux mois plus tard, les deux camps gouvernent toujours ensemble à Bruxelles et en Communauté française. Et, à en croire les dernières déclarations d'Olivier Maingain, ils sont bien partis pour prolonger leur bail commun jusqu'en 2019.

Voyez le dilemme. Faute d'avoir pu bousculer les majorités, M. Lutgen devrait faire démissionner ses ministres. Question de cohérence. Mais ce n'est clairement pas dans ses intentions, ni dans celles de la plupart des membres de son parti. Pour deux raisons. Un : cela fragiliserait terriblement les deux

entités concernées (elles se retrouveraient avec des gouvernements minoritaires). Deux : ce serait suicidaire sur le plan électoral. Traditionnellement, le parti responsable de la chute d'un gouvernement le paie chèrement aux élections suivantes – pose la question à l'Open VLD qui avait tiré la prise du gouvernement Leterme en 2010...

Ajoutez à cela que, quelle que soit la décision du CDH (démission ou pas), il est perdant à tous les coups puisque l'appel à mettre le PS dans l'opposition sera resté vain dans deux des trois entités francophones. Benoît Lutgen et l'ensemble des humanistes sont en train de jouer leur crédibilité.

3 Le PS bruxellois se "scotche" à Défi.

Ce lundi, Laurette Onkelinx (PS) a semblé enterrer le décret inscription (lire page 7) ou, en tout cas, elle appelait à le réformer en profondeur. "Ce qu'il est devenu doit être changé", disait-elle en réaction à la

proposition de M. Maingain visant à le supprimer purement et simplement.

Sur le fond, la prise de position de la cheffe de la Fédération bruxelloise du PS à de quoi surprendre puisque c'est son parti qui avait porté le décret en 2007. Mais il y a un an, en septembre 2016, le ministre-Président bruxellois, Rudi Vervoort (PS) n'avait pas dit autre chose dans "La Libre".

Sur la forme, en revanche, la déclaration de M^{me} Onkelinx traduit l'arrimage de l'aile bruxelloise de son parti à Défi afin de se maintenir au gouvernement régional. Depuis le début de la crise, Olivier Maingain est resté fidèle à son alliance avec les socialistes et, plus fondamentalement, à leur volonté commune de poursuivre leur idylle dans un maximum de communes bruxelloises après les élections locales de 2018. Le PS bruxellois envoie dès lors aussi des gages de bonne volonté. Sur le décret inscription. Ou en soutenant l'accord Ecolo-Défi sur la gouvernance. Vous avez dit "scotchage" ?

"L'attitude intransigeante de Maingain est purement tactique"

Entretien Frédéric Chardon

Christine Defraigne (MR), la présidente du Sénat, réagit aux propositions d'Olivier Maingain. Elle passe une partie de ses congés estivaux au Ceran, à Spa, où elle se perfectionne en néerlandais. "La langue est le premier instrument de communication entre les hommes. Manifestement, certains devraient s'en inspirer davantage", ironise-t-elle d'emblée.

Le président de Défi affirme vouloir trouver une solution pour la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB). Mais il exige à nouveau du MR et du CDH de se déculotter...

Si Olivier Maingain veut préserver la Fédération – et je partage sa préoccupation – il ne peut pas prolonger le blocage de l'institution. Il doit aller de l'avant pour faire une nouvelle majorité. Il y a des compatibilités entre le MR et Défi : nous avons vécu tout de même dix-sept ans ensemble ! Par exemple, depuis combien de temps les libéraux affirment-ils que le décret Inscription est un non-sens et rate ses objectifs ? "La patrie francophone", disait Jean Gol... Donc, Défi doit avancer pour donner un sens à ce lien institutionnel entre francophones. S'il bloque tout, comme c'est le cas pour le moment, Olivier Maingain risque de donner des arguments de fait et de

droit aux fossoyeurs de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Vous êtes liégeoise. Olivier Maingain a demandé au MR de casser sa majorité avec le PS à la Province. Vous êtes d'accord ?

Oh, vous savez, moi, je suis dans l'opposition à la Ville de Liège face à une coalition entre le PS et le CDH... J'attends toujours que le CDH quitte les socialistes là également. Si le MR doit rompre la majorité provinciale à Liège, alors Défi doit s'appliquer le même raisonnement vis-à-vis de son alliance avec le PS au gouvernement bruxellois. Ça n'a pas de sens et ce n'est pas le fond du problème. Le fond du pro-

blème, c'est de pérenniser la FWB.

L'électorat de base de Défi est plus proche du MR que du PS, sociologiquement parlant. Une opportunité pour les libéraux pour chiper des voix à Olivier Maingain qui reste fidèle aux socialistes?

On n'est pas en campagne électorale. Je dirais simplement que le cœur du MR est toujours ouvert.

Comprenez-vous l'attitude intransigeante

du président de Défi?

Je pense que c'est purement tactique de sa part. On peut faire confiance à Olivier Maingain à ce niveau... Mais il doit faire très attention à ne pas se mettre le dos au mur. Avec le dos au mur dans une négociation, on finit par perdre la face. Ce principe est particulièrement vrai en Belgique où l'art du compromis a été érigé en sport national. Je ne jette pas la pierre à Olivier Maingain, ceci dit. Il a dû réagir à une

situation inattendue le 19 juin alors qu'il se baladait sur les bords du Saint-Laurent... Tout comme le MR, Défi n'avait pas demandé à Benoît Lutgen de débrancher les prises gouvernementales.

Vous n'étiez pas dans le casting pour le gouvernement wallon MR-CDH. Déçue?

Ah, vous avez remarqué aussi ? (rires) Je ne ferai aucun commentaire sur ma situation personnelle à ce stade.